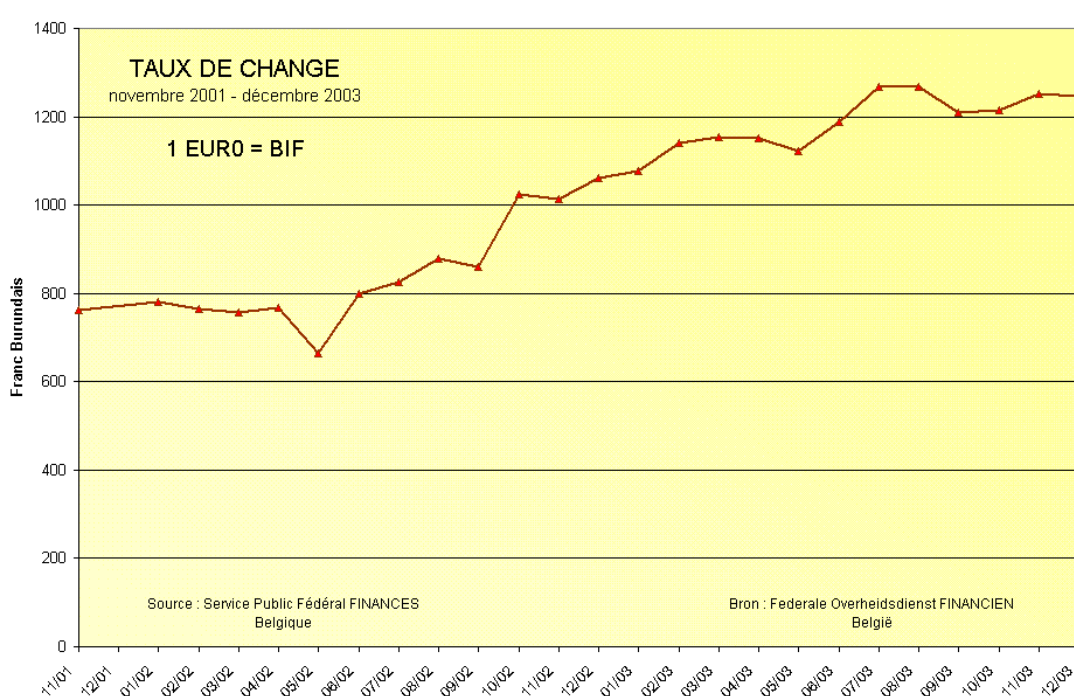


## UNE ANNEE DE PAIX ET DE PROSPERITE POUR TOUTE LA POPULATION BURUNDAISE OU SEULEMENT POUR LES CADRES POLITIQUES ?

Le passage du président burundais, Domitien Ndayizeye à Bruxelles cette semaine est nous semble-t-il, l'occasion de quelques réflexions sur la période totale de transition de 25 mois du gouvernement du Burundi. Ce graphique qui représente l'évolution du taux de change du franc burundais par rapport à l'Euro durant la période de transition politique de novembre 2001 - décembre 2003, nous renseigne sur l'évolution économique correspondante.



Cette évolution du taux de change est l'indice d'un enjeu économique bien plus important que le défi politique. Le gouvernement de transition se doit de relever ce défi pour rester crédible devant sa population et devant la communauté internationale

Ce graphique met en évidence l'appauvrissement extrême de la population. L'écart de plus en plus grand qui se creuse entre cadres, élites politiques et la population en est la cause mais aussi la conséquence.

La transition politique au Burundi s'avèrera inefficace si parallèlement à la restructuration administrative, judiciaire et militaire, des mesures économique et sociale ne sont pas prises. Les bailleurs de fonds doivent se rendre à l'évidence que les dons ne serviront à rien s'il n'y a pas une relance de l'économie rurale. Cette relance n'est possible que si la question sécuritaire de la population rurale est résolue. Les menaces qui pèsent sur cette population ne sont pas nécessairement les différentes fractions rebelles, d'ailleurs issues de cette population, mais plutôt, l'omniprésence et le pouvoir absolu de l'armée. Cette dernière constitue le frein principal au processus de paix.

Les agitations récentes dans le pays en sont une fois de plus l'expression.

Le développement communautaire ne s'acquiert pas gratuitement, il faut certes quelques fonds, mais le manque de fonds ne peut être une excuse à son démarrage. Il va falloir une volonté politique acharnée, secondée par une créativité de gestion assidue. La situation à la campagne est dramatique et engendre des mécontentements voir des violences. Aucun progrès n'a été réalisé depuis le putsch militaire de juillet 1996.

Les dirigeants burundais, tous, doivent faire preuve d'un courage héroïque pour garder le développement rural à la une de leur agenda. Malgré les beaux discours qui se multiplient, ce sujet reste marginal autant au plan national que chez les bailleurs de fonds. Qui s'intéresse à une population dont plus de 90 % ne sont que de pauvres paysans qui vivent dans un système économique parallèle d'autosuffisance ? Ni leurs efforts ni leurs besoins ne sont pris en compte dans les analyses de l'économie structurée. Ils n'offrent aucun potentiel pour cette économie formelle et sont donc davantage ignorés.

Ce sont pourtant ces paysans qui décideront en dernière instance de la paix. 40 ans de domination militaire n'ont pas réussi à mater la volonté de survie de la population burundaise. 40 ans d'écartement de l'enseignement n'ont pas empêché qu'apparaissent des leaders populaires. Parmi eux, certains se font et se feront acheter. Mais chaque fois d'autres personnes responsables sortiront de la masse pour exiger la plus élémentaire des attentions. Seule une structure étatique, basée sur un réel contrôle démocratique est capable de garantir une paix pour toutes les communautés du pays. Une économie démocratisée fait partie intégrante d'un tel état, utopique pour certains, mais certainement possible et surtout nécessaire.

Si l'économie informelle est le seul moyen de survie de millions de Burundais (et de ressortissants de pays du Sud), il est fondamental d'en tenir compte. Pas, comme le veulent les fonctionnaires économistes des institutions internationales, en voulant à tout prix formaliser l'informel, mais en reconnaissant les valeurs intrinsèques d'un tel type d'économie. L'économie informelle répond à un besoin que l'économie structurée ne peut assumer. Admettre cette économie spontanée, c'est appliquer les termes les plus stricts des principes du marché de libre échange car elle se fait sans aucune contrainte.

Les dirigeants burundais vont devoir stimuler les initiatives économiques au niveau de la base. Ils sont appelés à décréter des mesures de protection pour atteindre, en premier lieu, une autosuffisance alimentaire nationale, par la suite une autosuffisance alimentaire région par région. Un service d'ordre crédible et une juridiction impartiale sont des préalables absolus pour toute intervention au niveau rural. Les initiatives à soutenir doivent stimuler l'exploitant individuel à produire un surplus à ses besoins personnels. Ce sont essentiellement les petites exploitations agricoles qui doivent devenir l'objet des infrastructures visées. Ce sont effectivement, contrairement aux idées véhiculées dans certains milieux, les petites exploitations agricoles qui ont les rendements les plus élevés. En plus, le Burundi n'a pas d'autres alternatives que l'agriculture pour nourrir sa population de près de 6 millions d'habitants. Ce n'est ni l'exploitation minière marginale ni le commerce transfrontalier labile ou l'administration qui sont capables d'assurer une vie décente à la population. L'agriculture intensive est la seule solution actuellement envisageable.

Une infrastructure adéquate doit soutenir ces exploitations. Parmi ces infrastructures figurent :

- des mécanismes de régulation de prix à l'achat et à la vente.
- un soutien aux coopératives d'achat de produits agricoles, de vente, de stockage, de transport ...
- la mise en place d'un réseau de vulgarisateurs agricoles, zootechniciens, forestiers ...
- une remise en valeur des centres de recherche agricole comme l'ISABU
- un accès pour le paysan aux micros crédits individuels
- stimuler la création de groupes "tantines" ou faciliter l'accès aux assurances agricoles même pour les petits exploitants.
- un réseau routier entretenu

Les importations alimentaires, issues de l'aide alimentaire ou de l'importation commerciale, devront être limitées au stricte minimum car elles freinent l'expansion de la production et faussent la position concurrentielle des exploitations nationales.

Une telle politique aura grand nombre d'adversaires. Un premier groupe d'opposants provient du milieu militaire. Ils ont, selon les accords, une position paritaire dans le gouvernement et continuent à exercer la quasi-totalité du pouvoir économique (structuré) dans le pays. Ils ont un intérêt financier direct dans les importations commerciales et un intérêt indirect par le biais du transport et la distribution des aides alimentaires.

Un deuxième groupe, aussi redoutable, sont l'Organisation Mondiale du Commerce et les institutions de "Bretton Woods": Fonds Monétaire International et Banque Mondiale. Ils ont, à travers tous les pays du Sud, imposé l'idéologie de la non-intervention de l'état dans les processus économiques en sachant parfaitement que tous les pays industrialisés, sans exception, protègent leur agriculture nationale. Pour ce faire les arguments qu'ils avancent sont d'autant plus valables dans les pays du Sud où l'agriculture est un secteur stratégique dont dépend directement la survie de ses habitants. Il est tout à fait normal que les états du Sud protègent leur agriculture.

Le défi à relever par le gouvernement de transition est immense. Les burundais qui réclament la prolongation de la période de transition en sont conscients. Très peu de réformes des institutions ont été réalisées et ce ne sont pas les quelques militaires du CNDD-FDD insérés dans l'armée nationale qui supprimeront la menace émanant de cette armée. Un pas en avant ? Peut-être, mais soyons vigilants. Le pouvoir du nord du Burundi est l'exemple typique du fiasco de l'insertion de deux armées opposées. Presque tous les officiers et sous-officiers de l'ancienne armée rwandaise qui ont regagné les rangs de l'Armée Patriotique Rwandaise (actuellement FRD) ont disparu où se sont exilés.

Les accords et les pourparlers entamés entre les partis en conflit créent un espoir de paix dans cette région. La concrétisation de cette paix reste tributaire du résultat des réformes promises dans : administration, justice, armée mais surtout sur le plan social et économique.

Buzet, le 8 janvier 2004

Christiaan DE BEULE

SOS RWANDA BURUNDI